

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Mais-que-fait-RSF-Une-journaliste-sanctionnee-en-France>

# **Mais que fait RSF ? : Une journaliste sanctionnée en France ?**

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Date de mise en ligne : lundi 30 octobre 2006

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### **Une pigiste l'AFP auteure d'un reportage l'opération de police aux Mureaux serait victime d'une "interdiction professionnelle".**

[Nouvelobs.com](http://Nouvelobs.com). Paris, le 29 octobre 2006.

Les syndicats (SNJ-CGT, SNJ, FO, CFDT, SAJ-Unsa) et la Société des journalistes de l'AFP ont dénoncé vendredi 27 octobre les "difficultés d'accès aux sources judiciaires et policières" que rencontrait une journaliste de l'AFP depuis un reportage effectué sur une opération de police aux Mureaux. Raphaëlle Picard, pigiste permanente de l'Agence France-Presse dans le département des Yvelines, serait en effet frappée depuis trois semaines d'une "interdiction professionnelle" par la police et la justice du département, après la diffusion de son reportage sur l'opération de police, le 4 octobre, dans le quartier des Musiciens aux Mureaux. D'après le communiqué, ce témoignage est "rigoureux", "parfaitement sourcé" et "exempt de tout commentaire de l'auteure".

#### **"Solidarité la plus entière"**

Les journalistes expliquent également que le traitement des domaines "police-justice et politique" est de plus en plus difficile en cette "période très sensible d'échéances électorales" et "alors que la situation dans les banlieues est de plus en plus instable".

Ils ajoutent : "Tout porte à croire qu'un certain nombre de responsables, au parquet et dans l'appareil policier, ont décidé de faire payer à notre consoeur ce reportage parfaitement inattaquable d'un point de vue journalistique, en la privant depuis plusieurs semaines d'informations".

La direction de l'agence a pour sa part indiqué dans un document interne avoir "entrepris des démarches" auprès des autorités "afin que l'AFP puisse continuer à travailler, aux Mureaux comme ailleurs, avec professionnalisme et objectivité".

Par un "vote de soutien unanime", le Syndicat National des Journalistes (SNJ), réuni en congrès, a demandé "aux autorités judiciaires et policières de faire cesser immédiatement ces pratiques qui remettent en cause la liberté d'informer". Tous font part de leur "solidarité la plus entière".